## Table des matières

REMERCIEM	ENTS		7
Avant-proi	os		9
QUELQUES 1	MOTS D'I	NTRODUCTION	17
Chapitre 1	– Rétros	pective historique et philosophique :	
les fondem	ents de l	la RSE	23
Une défi	nition d	e la RSE	23
1.1.		nan des origines	24
	1.1.1.	Des origines contestées	24
	1.1.2.	Fondements philosophiques et religieux	26
		1.1.2.1. Diversité des points de vue	
		philosophiques et religieux	26
		1.1.2.2. Origines de la RSE au sein du	
		protestantisme	27
		1.1.2.3. Apports du catholicisme	30
		1.1.2.4. Le confucianisme	33
		1.1.2.5. L'hindouisme	
		1.1.2.6. Le zoroastrisme	
		1.1.2.7. Le bouddhisme	
		1.1.2.8. L'islam	
		1.1.2.9. Le judaïsme	
1.2.	Drécur	seurs et fondateurs	<del>4</del> 1 42
1.2.	1.2.1.	John Maurice Clarck	42
	1.2.1.		43
	1.2.3.	Theodore Kreps	43
	1.2.4.	Robert Wood Johnson II	44
1.3.		ère formulation et développement de la RSE	45
1.5.	1.3.1.	Howard Bowen, inventeur de la RSE	45
	1.3.1.	Autres pionniers et textes fondateurs	47
		Critiques et détracteurs	49
	1.3.3.	Citiques et dellacleuis	49

## Comprendre la RSE, levier de transformation durable

	1.4.	Un de	veloppen	nent exponentiel à partir de 1970	51
		1.4.1.	Le club	de Rome	51
		1.4.2.	Le Com	mittee for Economic Development	52
		1.4.3.		é des approches au cours des années	54
				Théories fondées sur le profit	
				Théories fondées sur un modèle	
				politique	55
			1.4.3.3.	Théories fondées sur la motivation sociale	
			1.4.3.4.	Théories fondées sur l'éthique	
		1.4.4.		.ce	62
		1.4.5.	L'émerg	gence de la société civile	62
			_	Le mouvement consumériste	
			1.4.5.2.	Les ONG	66
			1.4.5.3.	Autres influences de la société civile	67
		1.4.6.	Premièr	es mesures d'efficacité	67
	1.5.	L'époq	ue actuel	lle	68
		1.5.1.	L'institu	ationnalisation de la RSE (2000-2010)	68
			1.5.1.1.	Le Global Compact, une reconnaissance	
				mondiale pour la RSE	68
			1.5.1.2.	Une pratique qui se diffuse largement	
				en entreprise	
				L'obligation de reporting	72
			1.5.1.4.	L'investissement socialement	
				responsable (ISR) – les critères ESG	
		1.5.2.		rmalisation » de la RSE (à partir de 2010)	
				L'ISO 26000 et les normes éthiques	
				Les labels volontaires	78
			1.5.2.3.	Purpose-driven companies et sociétés	
		1.5.0	D.	à mission78	
		1.5.3.		ratisation et reconnaissance mondiale	81
				Les Objectifs de Développement Durable	01
			1.3.3.1.	des Nations unies	<b>Q</b> 1
			1532	Le glissement de l'opinion publique	
	1.6.	L'aven		SE	67 89
Rés					90
1.03		.a ciiup	1		- 0

Chapitre 2	– Enjeux	x et défis : un éclairage environnemental	
et sociétal,	la monte	ée des interrogations	1
2.1.	Enviro	nnement : le vertige de l'anthropocène.	
	Le dép	assement des limites planétaires 9	2
	2.1.1.	Le Changement climatique (émissions GES) 9	2
		2.1.1.1. Mécanisme du réchauffement global et	
		chiffres mondiaux9	2
		2.1.1.2. Les initiatives pour réduire les émissions	
		mondiales9	7
		2.1.1.3. Zoom sur quelques pays issus du club de	
		la Francophonie9	
	2.1.2.	Les limites biologiques et biochimiques 11	
		2.1.2.1. Bio capacité et empreinte écologique 11	
		2.1.2.2. Approche par les écosystèmes	
		2.1.2.3. L'approche par les limites planétaires 11	9
		2.1.2.4. Les enjeux liés à la biologie :	
		acidification, préservation des sols et eau	_
	0.1.2	douce	
	2.1.3.	Les autres limites planétaires	/
		2.1.3.1. Disponibilité des ressources de matières	7
		premières énergétiques fossiles	
		2.1.3.2. Disponibilité des ressources minérales 12	
2.2.	Los ton	2.1.3.3. Autres risques	4
۷.۷.		n des inégalités des minorités	5
	2.2.1.	Analyse mondiale	
	2.2.1.	2.2.1.1. Les grands indicateurs de	•
		développement humain	7
	2.2.2.	Analyses nationales (France et Europe)	
	2.2.2.	2.2.2.1. Sources des inégalités	
		2.2.2.2. Performance redistributrice	
2.3.	L'intég	gration des enjeux sociétaux et	
		nnementaux 15	1
	2.3.1.	Le donut de K. Raworth	1
	2.3.2.	Les ODD comme support intégrateur 15	3
		2.3.2.1. Un reporting difficile, mais qui	
		s'améliore	3
		2.3.2.2. Appropriation des ODD par les acteurs	
		économiques	4

		2.3.2.3. Cas des PME éléments enquête RSE dans les TPE-PME	156
		2.3.2.4. Retour et quantification sur les autres	
		initiatives autour de la responsabilité des	1.50
	222	entreprises	
	2.3.3.	Les ODD comme révélateurs de certaines limites	
	2.3.4.	Les Nouveaux Indicateurs de Richesse	
	2.3.5.	Analyses d'initiatives globales (exemples)	161
		2.3.5.1. Les contributeurs transverses : les	1.71
		syndicats et les associations	
2.4.	Los gra	2.3.5.2. L'économie sociale et solidaireandes transitions. Quels scénarios possibles ?	
2.4.	2.4.1.	L'énergie	
	2.4.1.	2.4.1.1. Projection dans l'avenir, équation de	104
		Kaya	164
		2.4.1.2. Concilier sécurité énergétique, efficience	101
		et écologie	166
		2.4.1.3. L'atterrissage vers le Net Zéro : quelques	100
		scénarios pour 2050 ou 2100	167
		2.4.1.4. Appropriation par les entreprises	
2.5.	Conclu	usion	175
Résumé (	du chap	itre 2	177
Chapitre 3	– Outils	et méthodes au service de l'intérêt général	179
3.1.	Introd	uction	179
3.2.	Les éva	aluations environnementales	180
	3.2.1.	L'Analyse du Cycle de Vie	180
	3.2.2.	ACV pour quoi et jusqu'où ?	186
		3.2.2.1. Limites de la méthodologie	186
		3.2.2.2. L'ACV, une dynamique partenariale	
		recherche-action	187
		3.2.2.3. L'ACV, un socle pour l'évolution	
		réglementaire	
		3.2.2.4. Le Life Cycle Costing	189
	3.2.3.	L'empreinte Carbone ou bilan GES, une ACV	100
		monovariable	
		3.2.3.1. Intérêt de l'outil	
		3.2.3.2. Points clés de la méthodologie	192

		3.2.3.3. Méthodologies internationales
		3.2.3.4. Cohérence des approches GES micro et
		macro
	3.2.4.	Et la problématique de l'eau ? 197
	3.2.5.	Une approche systémique de la biodiversité 198
	3.2.6.	La contribution du GIEC aux approches systémiques
	3.2.7.	La mise en cohérence par un système de
	5.2.7.	management
3.3.	État de	e l'art sur les approches sociétales
	3.3.1.	Besoins de l'individu
	3.3.2.	Le « rôle » de l'objet entreprise, d'une
		organisation
		3.3.2.1. Quelle finalité et quel exercice du
		pouvoir ? 212
		3.3.2.2. Motivation et gestion du changement,
		l'éclairage de la sociodynamique 213
		3.3.2.3. Les changements dans la culture
	2.2.2	d'entreprise
	3.3.3.	Entrepreneuriat social et intrapreneuriat social. 221
	3.3.4.	L'Économie sociale et ses mesures d'efficacité 225
	3.3.5.	La norme sociale SA 8000
	3.3.6.	L'Analyse du Cycle de Vie sociale (ACVs) 229
	3.3.7.	L'approche centrée sur l'homme
		3.3.7.1. L'approche par les capabilités
		vivre partagé236
		3.3.7.3. Climat social et relations sociales dans
		l'entreprise. Les outils de mesures des
		engagements réciproques selon une
		approche convention au sens de Lewis 239
	3.3.8.	Le capital immatériel
3.4.		rties prenantes au cœur de la responsabilité treprises
	3.4.1.	Un dialogue à structurer, un rôle clé à organiser 244
	3.4.2.	Caractérisation des jeux d'acteurs (rôles,
		attributs, finalités)
		3.4.2.1. Parties prenantes dans l'écosystème :
		quoi et pourquoi ?246

		3.4.2.2. La sphère d'influence (le perimètre	
		d'analyse)2	
		3.4.2.3. Leur identification	250
	3.4.3.	Hiérarchisation des parties prenantes et	
		matrices de matérialité (opportunités/risques) 2	
	3.4.4.	Efficacité et différentes formes de dialogue 2	
		3.4.4.1. Transparence	
		3.4.4.2. Processus de dialogue	254
		3.4.4.3. Pour un reporting responsable vers les	
	,	parties prenantes2	255
3.5.		nts complémentaires sur le management :	
	_	e et gouvernance	
	3.5.1.	L'éthique d'entreprise au cœur de la RSE	256
	3.5.2.	Gouvernance d'entreprise « experte » ou	3.50
		participative?	259
3.6.		vice de l'ISO 26000 et des ODD (une mise	3.00
2.5		nérence)	26U
3.7.		inition de la stratégie, mise en œuvre et ues évaluatives	262
	3.7.1.		
		8	
	3.7.2.	Phase de mise en œuvre et de pilotage	269
	3.7.3.	Phase d'évaluation. Mobilisation des techniques évaluatives	270
	3.7.4.	Éléments complémentaires sur les indicateurs	270
	3.7.4.	et les référentiels de mesure	274
		3.7.4.1. Sélection des indicateurs les plus	<b>_</b> / 1
		fréquents	274
		3.7.4.2. Indicateurs recommandés par la GRI	
		3.7.4.3. Indicateurs issus de nouvelles exigences	270
		réglementaires en cours de finalisation 2	2.76
3.8.	Comn	nent passer à l'acte. Éléments complémentaires	_, 0
0.0.		reporting et les référentiels	278
	3.8.1.	Avant de passer à l'acte	
		3.8.1.1. Faire un état des lieux	
		3.8.1.2. Établir de bons principes	
	3.8.2.	Les huit facteurs clés pour une mise en œuvre	
		réussie de la RSE	281
3.9.	En gui	ise de conclusion2	282
Résumé o	-	itre 32	

Chapitre 4	– La RSE	E dans le management	285
4.1.	Le mai	nagement aujourd'hui	285
4.2.	RSE et	compétitivité de l'entreprise	287
	4.2.1.	Une critique souvent entendue	
	4.2.2.	Impact du respect de l'environnement	288
		4.2.2.1. Maîtrise et gestion des déchets	288
		4.2.2.2. Réduction des dépenses énergétiques	289
		4.2.2.3. Maîtrise des sources de pollution	293
		4.2.2.4. Innovations marketing réduisant	
	4.0.0	l'impact environnemental	
	4.2.3.	Climat social – relations sociales	
	4.2.4.	Contribution au développement local	
	4.2.5.	Un élément fédérateur	
	4.2.6.	Un bilan économique indiscutablement positif.	
4.3.	_	utation de l'entreprise	
	4.3.1.	L'ère du grand soupçon	
	4.3.2.	Attentes du public, Licence to Operate	
	4.3.3.	Compliance et confiance	
	4.3.4.	Attractivité et recrutement	
	4.3.5.	Due diligence et image publique de l'entreprise.	
4.4.	RSE et	maîtrise des risques	
	4.4.1.	Quels risques ?	
		4.4.1.1. Risques économiques externes	330
	4.4.2.	Sécurisation de la chaîne d'approvisionnement	222
	4.4.2	(Supply chain)	332
	4.4.3.	Outils pour faciliter le dialogue social dans l'organisation	336
	4.4.4.	Prise en compte des différentes parties	
		prenantes	337
		4.4.4.1. Quelles parties prenantes (PP)?	337
		4.4.4.2. Quel processus de dialogue?	338
4.5.	Quelqı	ues bonnes pratiques en conclusion	341
	4.5.1.	Politique éthique et codes de conduite	341
	4.5.2.	Labellisation, matrice de matérialité et outils de	_
		management de la RSE	
Résumé o	du chapi	itre 4	350

Chapitre 5 -	– Financ	ce et RSE	351
5.1.	La gen	èse et les principes de la finance durable	352
	5.1.1.	Contexte de développement de la finance durable	352
	5.1.2.	Présentation générale de la finance et de la finance durable	355
		5.1.2.1. Finalité de la finance et ses principales hypothèses	355
		5.1.2.2. Appropriation des enjeux du développement durable par la finance	360
5.2.	Typolo	gie des acteurs	
	5.2.1.	L'épargnant particulier	367
	5.2.2.	Investisseurs institutionnels, soumis à une obligation fiduciaire	
	5.2.3.	Intermédiaires soumis à une obligation de moyen (sociétés de gestion)	
	5.2.4.	Les acteurs des structures non financières	
	5.2.5.	Quelle appropriation des bonnes pratiques RSE ?	374
5.3.	Les pro	oduits financiers durables	
0.01	5.3.1.	Présentation des principaux produits	
	0.011	5.3.1.1. Les obligations durables	
		5.3.1.2. Les fonds durables et les critères ESG	
		5.3.1.3. Comment sont sélectionnés les actifs	
		selon les critères ESG ?	379
		5.3.1.4. Labellisation et exigences légales	383
		5.3.1.5. L'investissement à impact	384
	5.3.2.	Volumes selon typologie (Europe dont France)	387
		5.3.2.1. Obligations durables	
		5.3.2.2. Fonds durables	
	5.3.3.	Volume et rendement éclairage mondial	
	5.3.4.	Une nécessité de mieux hiérarchiser les produits	392
5.4.	Critiqu	ies et axes d'amélioration	394
	5.4.1.	Constat global sur l'efficacité de l'ISR	394
	5.4.2.	Observations sur la mise en œuvre des	
		approches ESG	
		5.4.2.1. Une approche trop simpliste?	
		5.4.2.2. Une approche trop subjective?	396

		5.4.2.3. Une rentabilité et une volatilité peu	
		différente des autres placements ? 4	00
		5.4.2.4. L'emprise de la finance classique 4	03
		5.4.2.5. La tentation de la récupération	
		commerciale4	05
		5.4.2.6. Limites de principes, de méthode et	
		de gouvernance 4	06
		5.4.2.7. Éléments d'analyse pour éclairer	
		les choix 4	
	5.4.3.	Les pistes d'amélioration 4	
		5.4.3.1. Les réponses de la réglementation 4	
		5.4.3.2. La feuille de route de l'AEMF 4	
		5.4.3.3. Vers une démarche à impact 4	16
		5.4.3.4. Rapprocher RSE et ESG grâce à la mise	
		en cohérence des normes 4	19
5.5.		s voies d'avenir pour l'investissement durable ?	22
		r et travail en profondeur	
	5.5.1.	Clarifier vocabulaire et ambitions	22
	5.5.2.	Distinguer les notions de risques pour le capital	
		financier et les notions de risques pour le capital socioenvironnemental 4.	23
	5.5.3.	Arrêter de sur-promettre (agir vraiment)	
	5.5.4.	S'approprier une démarche systémique	
	5.5.5.	Faire un bilan objectif	
Résumé	du chapi	tre 5	30
Chapitre 6	– Les dir	mensions juridiques de la RSE 4.	31
6.1.	Définit	tions et notions générales sur les différentes	
	approc	thes juridiques	33
	6.1.1.	Notions juridiques, oppositions entre elles 4.	33
		6.1.1.1. Quelques définitions	33
		6.1.1.2. Common law/civil law	34
		6.1.1.3. Droit privé/droit public 4	34
		6.1.1.4. Droit positif/droit naturel	36
		6.1.1.5. Hard law/soft law	36
	6.1.2.	Une nécessaire gouvernance appuyée sur droit	
		dur et droit mou	37
	6.1.3.	Caractérisation des acteurs : législateur – juges	_
		– nouveaux acteurs 4	39

## Comprendre la RSE, levier de transformation durable

6.2.	Le rep	orting extra-financier 44	11
	6.2.1.	Contexte et définition 44	<del>1</del> 1
		6.2.1.1. Origine	11
		6.2.1.2. Définitions et destinataires du reporting 44	12
	6.2.2.	Qualité de l'information non financière 44	14
	6.2.3.	Principe comply or explain 44	14
	6.2.4.	Principe de matérialité 44	15
	6.2.5.	Cadre de référence et format : rapport RSE/DD et rapport intégré	15
	6.2.6.	Limites de l'information extra-financière, risque de <i>greenwashing</i> 44	16
6.3.	La légi	islation et les règlements européens	
	6.3.1.	Directives « normatives » de l'Union européenne dans le champ RSE	
		6.3.1.1. Obligations de diligence inhérentes à la RSE	
		6.3.1.2. Directives remarquables publiées entre 1992 et 2012 (hors reporting et	
		système de management)	5C
		6.3.1.3. Synthèse des principales obligations 45	
	6.3.2.	Vers un droit de l'Union de la RSE 45	
		6.3.2.1. Règlement 1221/2009/CE du	
		25 novembre 2009 concernant	
		la participation volontaire des	
		organisations à un système UE	
		de management environnemental	
		et d'audit (EMAS)45	56
		6.3.2.2. Les directives en matière	
		de reporting (directive 2003/51/CE	
		et directive 2006/46/CE)	57
		6.3.2.3. Directive 2003/51/CE du Parlement	
		européen et du Conseil du 18 juin 2003 45	)/
		6.3.2.4. Directive 2006/46/CE concernant	- 0
	6.3.3.	les comptes consolidés	oč
	0.3.3.	et futures de l'UE	58
		6.3.3.1. La Directive Droit des actionnaires,	
		Shareholder Rights Directive (SRD2) 45	5.2

		6.3.3.2. La directive DPEF Directive européenne	
		2014/95/UE	459
		6.3.3.3. Le devoir de vigilance	460
		6.3.3.4. Loi reporting CSRD et NFRD	462
		6.3.3.5. Loi taxonomie et dispositifs associés	
		(recherche de cohérence et d'outils	
		partagés)	464
		6.3.3.6. SFDR (Sustainable Finance Disclosure	
		Regulation)	466
6.4.	État de	es lieux en France	469
	6.4.1.	Rapide panorama de la législation française	
		en lien avec la RSE (en débutant par le volet	
		environnement)	469
		6.4.1.1. Loi NRE (Nouvelles Régulations	
		Économiques) 2001	
		6.4.1.2. Loi POPE 2005	470
		6.4.1.3. Lois Grenelle I (août 2009) & II	
		(juillet 2010)	
		6.4.1.4. Loi sur la transition énergétique 2015	
		6.4.1.5. Loi Biodiversité 2016	
		6.4.1.6. Loi AGEC 2020	
		6.4.1.7. Loi Énergie Climat	
		6.4.1.8. Loi Climat Résilience 2021	
	6.4.2.	Loi sur le devoir de vigilance	473
		6.4.2.1. Contenu	474
		6.4.2.2. Conséquences	475
		6.4.2.3. Évaluation de la mise en œuvre de la loi	
		6.4.2.4. Remarques et conclusion	477
	6.4.3.	Transparence et lutte contre la corruption	
		(Loi Sapin 2)	
		6.4.3.1. Contenu	
		6.4.3.2. Évaluation	
	6.4.4.	La loi PACTE	
		6.4.4.1. Contenu	
		6.4.4.2. Évaluation par rapport aux attendus	482
		6.4.4.3. Remarques sur les changements	
		to the deaths	403

## Comprendre la RSE, levier de transformation durable

	6.4.5.	L'obligation de reporting : la DPEF (Déclaration de performance extra-financière)	484
		6.4.5.1. Cadre général	
		6.4.5.2. Analyser et prévenir les risques	
		6.4.5.3. Retour d'expérience	
6.5.	État de	es lieux en Belgique	
	6.5.1.	Premières initiatives et terminologie	
	6.5.2.	Spécificités législatives	491
	6.5.3.	Obligations de reporting	
6.6.	État de	es lieux en Suisse	
6.7.	Norme	es internationales relatives à la RSE	495
	6.7.1.	Normes émanant des organisations	
		internationales	495
		6.7.1.1. Le Pacte mondial (Global Compact)	496
		6.7.1.2. Les Principes directeurs de l'OCDE	
		à l'intention des entreprises	
		multinationales	496
		6.7.1.3. La Déclaration de l'Organisation	
		Internationale du Travail	497
		6.7.1.4. Les normes ISO	498
		6.7.1.5. La norme sociale de la responsabilité	
		SA 8000	
	6.7.2.	Les codes de conduite	499
		6.7.2.1. Définition	500
		6.7.2.2. Efficacité des codes de conduite	500
		6.7.2.3. Autour du code de conduite	501
		6.7.2.4. Les codes de conduite élaborés par	
		des ONG ou par des organismes	
		indépendants	
	6.7.3.	Les labels environnementaux et sociaux	503
	6.7.4.	Systèmes internationaux d'audit et de reporting	503
		6.7.4.1. Le système communautaire de	
		management environnemental et	
		d'audit (EMAS)	
		6.7.4.2. La Global Reporting Initiative (GRI)	
		6.7.4.3. Auditeurs et vérificateurs	
Résumé d	du Chap	pitre 6	511

Annexe :	
les labels	513
1. Labels RSE généralistes dédiés aux organisations/entreprises	515
2. Labels RSE thématiques	519
3. Labels territoriaux	524
4. Labels sectoriels	526
5. Labels ISR	529
Études de cas	535
Étude de cas n° 1 : Capital humain, raison d'être et cessions	
d'entreprise	
Étude de cas n° 2 : Qu'est-ce que l'intérêt social de l'entreprise ?	541
Étude de cas n° 3 : Raison d'être et entreprise à mission : de quoi	<i></i>
parle-t-on?	545
Étude de cas n° 4 : Le cas d'Investance Partners : transformer sa gouvernance et son modèle d'affaire à l'ère de la RSE	551
Étude de cas n° 5 : New Belgium Brewing : responsabilité éthique	331
et environnementale dans une PME	556
Étude de cas n° 6 : L'imprimerie Lomitusi, audit environnemental	
et logiques institutionnelles	564
Étude de cas n° 7 : Comment la normalisation de la RSE peut-elle	
aider Fleury Michon à se transformer ?	569
Étude de cas n° 8 : The Body Shop, les défis d'une stratégie bâtie	
sur l'éthique et la RSE	
Étude de cas n° 9 : Économie circulaire, le cas de Renault	588
Étude de cas n° 10 : Répondre aux défis d'un environnement contraint pour servir les besoins des populations rurales :	
le modèle d'entreprise sociale 1001fontaines	592
Étude de cas n° 11 : Le cas du Groupe Alpha (société minière)	
Étude de cas n° 12 : Comment maintenir sa position de	000
leader RSE dans le nouveau contexte RSE, notamment	
réglementaire ? (Cas d'une PME)	605
Étude de cas n° 13 : INFALACDELIS SA (succession, relocalisation,	
rémunérations)	609
BIBLIOGRAPHIE	614
POSTEACE	621